

# ATTAC Québec

Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

**BULLETIN NO 24 novembre 2008**

## **Comment le libre échange globalisé a rendu nos politiciens schizo-phrènes**

*Jacques B. Gélinas*

Depuis qu'ils ont signé les accords de libre-échange néolibéraux, dans les années 1980 et 1990, nos gouvernants jouent un double jeu : d'un côté, ils se présentent comme les garants et protecteurs du bien commun; de l'autre côté, ils renoncent volontairement à une grande partie de leur pouvoir de légiférer et de réglementer dans les domaines concernant la protection de ce même bien commun.

Prenons le domaine de la santé. Ils se disent partisans d'un système public qu'il faut protéger, mais en sous-main ils s'appliquent à faire une place toujours plus grande à l'entreprise privée. On reconnaît ici l'ex-ministre Philippe Couillard avec son imperturbable double langage et sa fuite furtive dans le privé. Pourquoi cette duplicité? Parce que dans les hautes sphères gouvernementales, une voix venant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des lobbies d'affaires souffle à nos représentants la conduite à suivre pour répondre aux exigences de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et de l'Accord sur la commercialisation des services (AGCS).

Ce dédoublement de personnalité plonge nos gouvernants dans une sorte de schizo-phrénie<sup>1</sup> qui rend les citoyens de plus

<sup>1</sup> Schizophrénie : du grec *schizo* (fendu en deux) et *phrén* (esprit). Psychose caractérisée par une ambivalence des pensées, des sentiments et du comportement et, conséquemment, par une perte de contact avec la réalité.

en plus méfiants à l'égard de la vieille classe politique. Comment en est-on arrivé là?

## **Un libre-échange d'un nouveau genre**

Dans sa conception originelle, le libre-échange, celui en vigueur du temps du GATT<sup>2</sup>, de 1948 à 1994, ne concernait que la libre circulation des marchandises entre les pays -, produits agricoles exclus. Mais le libre-échange global, conçu et promu par les États-Unis, depuis le milieu des années 1980, est d'un tout autre type. Il ratisse beaucoup plus large et plus profond. Il couvre non seulement les marchandises, mais aussi les services, les investissements, les brevets des multinationales et les produits agricoles. Et surtout, il comporte cette particularité inouïe d'assujettir par contrat la classe politique aux intérêts des entreprises multinationales, la déconnectant ainsi de la réalité essentielle qu'est le bien commun.

Comment un tel asservissement a-t-il pu se produire?

## **Thatcher et Reagan : les pionniers de la capitulation politique**

Au début des années 1980, les compagnies transnationales (CTN), à force d'accumulation, de fusions et d'acquisitions, sont

Dans le cas qui nous occupe, il s'agit d'une perte de contact avec la réalité du bien commun.

<sup>2</sup> GATT : *General Agreement on Tariffs and Trade* - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - conclu en 1947, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le but de faciliter les échanges transfrontaliers de marchandises, par la réduction progressive des droits de douane. Il s'agissait d'un accord provisoire... qui a duré 47 ans, jusqu'à son remplacement par l'OMC, en 1995.

devenues si puissantes qu'elles forment l'insolent dessein d'imposer à la classe politique un nouvel ordre sociopolitique mondial. Le lobby des affaires réussit alors un coup fumant en convainquant les gouvernants des deux principaux pays industrialisés – les États-Unis et le Royaume-Uni – que la protection de l'intérêt général passe par la protection de l'intérêt privé des CTN. Leur intérêt, c'est d'élargir le champ des investissements et, pour cela, étendre le libre-échange aux services (éducation, soins de santé, transport, etc.), au secteur financier, à la protection des brevets, aux produits agricoles et surtout aux investissements. Elles veulent un *libre-échange global*, qui englobera dans un marché planétaire sans réglementation (*unregulated*) toutes les ressources de la planète, toutes les activités humaines et même le patrimoine génétique de l'humanité.

Margaret Thatcher et Ronald Reagan ont été les premiers politiciens à endosser ce projet automutilant. Comment faire pour que les dirigeants politiques de tous les pays suivent cette même voie? En les amenant à signer des traités bilatéraux, régionaux et multilatéraux par lesquels ils s'engageront à intervenir le moins possible non seulement dans les affaires économiques, mais aussi dans les domaines social et environnemental. Des traités qui établiront la suprématie des lois du marché sur les lois votées par les pouvoirs publics.

Une nouvelle idéologie, le *néolibéralisme*, viendra justifier cet inversement des valeurs. Le slogan lancé alors par Ronald Reagan résume bien ce credo : «*Government is not the solution, government is the problem*». Margaret Thatcher s'illustrera elle aussi par cette formule démissionnaire : *There is no alternative*. Au Québec, nos politiciens traduiront par : «On n'a pas le choix!».

### **Les deux traités précurseurs : l'ALÉ et l'ALÉNA**

En 1985, le président des États-Unis, Ronald Reagan, convainc le premier ministre du Canada, Brian Mulroney, d'engager des négociations en vue d'un accord de libre-échange bilatéral qui engloberait et comprendrait TOUT : *a comprehensive free trade agreement*. L'accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALÉ) sera signé en 1988

pour entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989. Suivra, le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'ALÉNA qui entraînera le Mexique dans ce marché de dupes.

Ces deux traités visent essentiellement la mise en application par les gouvernements de cinq grandes consignes :

- 1- Déréglementation ou non réglementation, c'est-à-dire obligation pour les gouvernements de s'interdire toutes législations et réglementations pouvant nuire aux profits des investisseurs transnationaux
- 2- Privatisation des services publics, afin d'étendre le champ des investissements à toutes les activités humaines et aux biens publics comme l'eau, le vent et la santé.
- 3- Libéralisation, c'est-à-dire suppression de tous les obstacles à la libre circulation transfrontalière des biens, des services et des capitaux.
- 4- Réduction des dépenses publiques dans tous les domaines, sauf en ce qui a trait aux dépenses militaires, au contrôle social et à l'aménagement des infrastructures nécessaires à la «croissance» économique.
- 5- Flexibilité du travail, c'est-à-dire révision à la baisse des salaires et des conditions de travail des salariés.

L'ALÉNA innove à bien des égards, en particulier par la création d'un tribunal qui permet aux investisseurs étrangers de poursuivre les gouvernements pour «abus de réglementation» en matières économique, environnementale et sociale. C'est ce qu'établit le fameux chapitre 11 de l'Accord qui institue un système juridique, lequel transcende les tribunaux nationaux.

Autres innovations de l'ALÉNA : l'obligation pour le Canada (chapitre 6, article 605) de partager ses ressources pétrolières et gazières avec les États-Unis, même en cas de pénurie énergétique en terre canadienne. L'ALÉ et l'ALÉNA ont jeté les bases d'un nouvel ordre juridique international, que l'OMC se chargera de généraliser à la grandeur de la planète.

## **L'OMC, au centre d'un ordre mondial sous le signe du libre-échange**

L'organisation mondiale du commerce (OMC), qui compte aujourd'hui 153 membres, est l'institution internationale la plus puissante au monde. Sa mission essentielle consiste à diriger la mise en application de la trentaine d'accords de libre-échange qui ont été placés sous sa juridiction à l'issue du *Uruguay Round*,- un Cycle de négociation qui a duré huit longues années (1986-1994) où les dirigeants politiques ont signé ces accords multilatéraux à l'insu du grand public. Ces accords touchent tous les domaines de l'activité humaine, non seulement l'économique, mais le culturel, le social, l'agro-alimentaire, et l'environnement. Parmi les principaux, signalons l'Accord sur la commercialisation des services (AGCS), l'Accord sur l'agriculture (ASA), l'Accord sur les services financiers, l'Accord sur les mesures concernant l'investissement et l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle.

Tous ces traités limitent considérablement l'intervention des pouvoirs publics en matière d'environnement et de droits économiques et sociaux, pour laisser le champ libre aux lois du marché. C'est la gouverne du monde par ceux qui contrôlent les mécanismes du marché. Il s'agit d'une nouvelle phase du capitalisme appelée *globalisation*, dominée par le secteur financier, dominé à son tour par la spéculation... fille de la déréglementation et mère de la crise financière actuelle.

## **Cinq crises mondiales sur fond de démission de la classe politique**

Regardons maintenant ce que donne un ordre mondial fondé, depuis deux décennies, sur le libre-échange, le libre investissement, la déréglementation et, en dernière analyse, sur la démission du politique. Cinq crises majeures secouent aujourd'hui les sociétés du monde entier :

- crise environnementale, qui met en péril la planète et l'avenir de l'humanité;
- crise alimentaire, qui laisse un milliard d'êtres humains dans la famine et la sous-alimentation, alors que les greniers des pays riches débordent;

- crise énergétique, conséquence d'une fuite en avant dans l'exploitation des sources d'énergie les plus polluantes, tels les sables bitumineux et le nucléaire;
- crise financière qui est celle d'un système rongé par la spéculation, la fraude et la cupidité;
- crise économique à l'horizon...

Toutes ces crises inextricablement inter-reliées procèdent d'un facteur commun : la démission de la classe politique qui a signé sa capitulation en endossant une panoplie d'accords de libre-échange globalitaires.

## **La crise financière et le Sommet de la schizophrénie à Washington**

Nous assisterons, le 15 novembre prochain, à une illustration exemplaire de la schizophrénie de la classe politique alors que le G20<sup>3</sup> se réunira à Washington, pour résoudre la plus grave crise financière de l'histoire du capitalisme. Les chefs d'État accompagnés de leurs grands argentiers devront choisir entre la solution concoctée par Wall Street, le Trésor états-unien et le FMI et celle que réclament les citoyennes et citoyens du monde directement lésés par les abus des prédateurs financiers. On remarquera, encore une fois, la discordance entre le discours et la pratique. Ces grands décideurs n'hésiteront sans doute pas longtemps, car la complicité qui règne entre la classe politique et les intérêts financiers fera en sorte que le G20 optera pour des règles minimales visant à empêcher le même système de dérailler de nouveau... à moyen terme.

Une contradiction flagrante viendra accentuer la schizophrénie du Sommet : tous ces décideurs qui pendant deux décennies ont décrié l'intervention de l'État étant un problème, proclameront maintenant que *the government is the solution*.

Au fait, quelle est la légitimité du G20 pour qu'il soit considéré comme une institution apte

---

<sup>3</sup> Le G20 créé par le G7 financier en 1999 regroupe les pays du G8 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie), l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Turquie et l'Union européenne.

à résoudre cette crise? Et quelle est l'autorité du gouvernement des États-Unis pour convoquer un tel Sommet? N'est-ce pas l'ONU qui devrait prendre l'initiative d'une réforme qui met en cause un bien public mondial : le système financier.

### **Vivement une solution démocratique mondiale**

En lieu et place de ce sommet antidémocratique, ATTAC propose une solution démocratique, sous l'égide de l'ONU, qui comprendrait la participation de tous les gouvernements du monde et celle de la société civile représentée par les mouvements sociaux les plus importants,

comme Via campesina, la Confédération syndicale internationale et le Forum social mondial. Cet exercice passerait nécessairement par la dénonciation des accords de libre-échange, de ceux en particulier concernant la circulation libertine des capitaux et des investissements et la spéculation sur les monnaies.

Dans la conjoncture actuelle, l'urgence est de faire sauter les verrous du libre-échange néolibéral et de remettre entre les mains d'une institution mondiale et des gouvernements nationaux la gestion d'un bien public : l'argent.

### **3<sup>e</sup> Forum social des Amériques : une rencontre pour tracer la voie du « bien vivre »**

*Daniel Portela*

*« Le libre-échange est une liberté qui emprisonne et un grand mensonge, parce qu'il représente tout ce que le nord de la planète ne pratique pas, mais bien tout ce qu'il prêche. »*

*-Eduardo Galeano*

Du 7 au 12 octobre 2008, s'est tenu en Amérique Centrale le 3<sup>e</sup> Forum Social des Amériques. Faisant suite à ceux réalisés à Quito et à Caracas, les mouvements sociaux du continent se sont donné rendez-vous dans la capitale du Guatemala, sur le campus de l'unique université publique de ce pays mésoaméricain : la tricentenaire Université San Carlos. Dans ce lieu de rencontre au cœur de la Terre du maïs (Iximulew en maya), la question des autochtones, des jeunes et des femmes, et la défense des ressources naturelles sont au centre des préoccupations, et font l'objet de recherches pour des alternatives valables à la globalisation néolibérale.

Sur initiative de partenariat entre l'UQAM et le YMCA du Grand Montréal, une délégation québécoise, composée d'une cinquantaine d'étudiant-e-s ainsi que des représentants de la société civile, participe à cet événement. De plus, l'implication de quelques membres de la délégation permet que des ateliers et conférences y soient organisés, traitant de sujets aussi variés qu'intéressants, en lien avec quelques uns des axes thématiques du forum.

En association avec des groupes locaux québécois, tels que le YMCA et la Coalition Eau Secours! les organisateurs québécois font connaître une réalité nord-américaine à l'audience altermondialiste présente aux ateliers et conférences. À partir de l'axe thématique « Politique néolibérale de répression de la jeunesse », les problèmes d'exclusion et de marginalité rampantes chez les jeunes ainsi que les gangs de rues sont abordés par des délégués, intervenants sociaux spécialisés auprès des jeunes de la région de Montréal, pour montrer que, dans notre société, le néolibéralisme a des effets aussi néfastes que dans celles du sud.

Au Guatemala, et en Amérique latine en général, le problème d'exclusion et de violence envers les jeunes et les femmes est endémique. Selon certaines études, le phénomène de « nettoyage social » en Amérique latine, où des jeunes hommes et jeunes femmes sont stigmatisés par certains secteurs de la société, allant même jusqu'à leur élimination physique, on identifie l'État et les abus des forces de sécurité civile de même que de l'armée comme étant les facteurs déterminants de ce problème. Des similitudes avec le Québec sont frappantes,

même si le phénomène est moins violent chez nous. Le désengagement de l'État de la sphère sociale, la précarité économique des jeunes et les préjugés de la police, (sans parler de l'artificialité des modes et des comportements importés de type hollywoodien adoptés par des jeunes à la recherche d'une valorisation sociale), sont jugés normaux dans un contexte de marchandisation généralisée et de conservatisme politique, social et religieux. Face à ces situations d'irresponsabilité politique de l'État, la déclaration de l'Assemblée des Mouvements Sociaux du forum ne peut que faire appel à la résistance contre la criminalisation, la « judiciarisation » et la répression des jeunes dans les lieux publics.

Dans une autre sphère d'intérêt, à propos de « La défense de la qualité de vie face au capitalisme déprédateur », l'auteur de ce texte contribue à faire connaître les enjeux liés à la question de l'eau au Québec (et au Canada, notamment avec les sables bitumineux en Alberta) ainsi que les luttes citoyennes pour le droit à son accès et sa protection face à la mainmise sur l'eau par la mondialisation capitaliste. En prime, la projection d'un documentaire, « Mirages d'un Eldorado », réalisé par un cinéaste québécois sur le thème de l'exploitation des mines par des compagnies canadiennes dans le sud, fait partie de la programmation artistique et culturelle du forum grâce à l'apport d'une des déléguées.

En Amérique latine, le thème de l'eau est à l'ordre du jour de façon quasi permanente. La nécessité d'étendre la portée du droit à son accès et à sa protection est criante. Au Guatemala, la taille de nombreux projets hydroélectriques dépasse l'entendement, et on questionne autant leur pertinence pour les besoins locaux que les dommages infligés à l'environnement par leur ampleur. En effet, les projets hydroélectriques sont soupçonnés d'être en rapport avec une logique d'intégration continentale nord-américaine pour suppléer aux besoins de sécurité énergétique, notamment ceux des États-Unis.

Les exploitations minières à ciel ouvert par des compagnies sans scrupules qui se fichent des problèmes et des inconvénients occasionnés à la population soulèvent de nombreux débats et protestations. C'est

aussi une forme de main basse sur les richesses naturelles par des compagnies étrangères, de spoliation territoriale des communautés, sans parler des effets causés par la contamination, notamment celle de l'eau. Ces déprédations font aussi l'objet de beaucoup de discussions et de débats durant le forum. La déclaration de l'Assemblée des Mouvements Sociaux prône la résistance devant ces nouvelles formes d'appropriation, puisque les gouvernements locaux ne font que très peu, sinon rien, devant ces assauts.

Le Traité de Libre-échange entre la République Dominicaine, l'Amérique Centrale et les États-Unis (DR-CAFTA, selon l'acronyme anglais), ainsi que de l'Accord avec l'Union Européenne, qui englobe l'Amérique centrale, les Caraïbes et la Communauté Andine des Nations, font face à une réaction de rejet. L'accord avec l'Union Européenne inquiète de nombreuses associations sociales au sujet de l'inclusion de la commercialisation de l'eau dans cet accord. On appréhende une privatisation qui ne fera rien pour remédier aux problèmes récurrents que vit la majorité de la population : les maladies transmissibles par l'eau, le manque d'investissement (public) en infrastructures donnant accès à l'eau potable pour les domiciles des catégories les plus pauvres et les coûts d'usage déjà élevés et prohibitifs pour ces populations.

Ce forum fait partie du Forum Social Mondial qui a pris naissance au début des années 2000 afin d'exposer, d'analyser, de discuter et de proposer des solutions et stratégies de luttes contre la globalisation néolibérale. Sous la consigne « Une autre Amérique est possible », les objectifs de ce troisième forum sont de donner un espace de rencontre aux mouvements sociaux où les échanges et le partage des expériences prônent la défense des ressources naturelles et des territoires ancestraux des peuples autochtones contre le modèle de développement néolibéral. De plus, une importance est donnée à l'articulation des mouvements sociaux afin de coordonner les luttes contre la globalisation, le renforcement des processus de résistance et la mise en oeuvre d'alternatives.

Le message du président bolivien Evo Morales aux participants a été entendu et reçu comme une incitation à récupérer la

vision de la Pacha Mama, la Mère terre, qui en est une de vie: « Nous proposons le 'Bien Vivre', qui exclut la recherche sans relâche de toujours vivre mieux au détriment de l'autre. Le 'Bien Vivre' est basé sur l'expérience de

nos peuples, sur la richesse de nos communautés, afin de préserver les terres fertiles, l'eau et l'air propres ».

## Susan George à Montréal

Par Catherine Caron

Plusieurs membres d'ATTAC-Québec étaient présents à la conférence qu'a donnée Susan George à Montréal le 27 octobre dernier, à l'invitation du Centre Justice et Foi (CJF) qui clôturait ainsi les activités entourant son 25<sup>e</sup> anniversaire.

D'origine américaine mais vivant en France depuis des décennies, Susan George est membre fondatrice d'ATTAC France. Elle en est actuellement la présidente d'honneur et membre de son conseil scientifique. Excellente vulgarisatrice et politologue reconnue internationalement pour son engagement en faveur de la justice sociale. Elle a été au centre de la lutte en France contre l'AMI (Accord multilatéral sur les investissements), puis dans la mobilisation contre l'OMC et l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), en plus du travail concernant le Traité constitutionnel européen. Elle est présidente du Transnational Institute et auteure de nombreux livres, dont le célèbre *Comment meurt l'autre moitié du monde* (trad. de *How the Other Half Dies: The Real Reasons for World Hunger*, Penguin, 1976), *Le Rapport Lugano* (Pluto Press, 1999; Fayard, 2000) et *La pensée enchaînée* (Fayard, 2007, trad. de *Hijacking America*).

À quelques jours des élections américaines, sa conférence avait pour thème « Quel avenir pour les États-Unis? Le rôle des droites laïques et religieuses ». Elle a avoué qu'au moment de la rédaction de son livre *La pensée enchaînée*, elle n'avait pas, comme plusieurs, Barack Obama sur son écran radar! Son projet consistait à expliquer les racines de la domination de la droite aux États-Unis ces trente dernières années et l'hégémonie culturelle (reprenant l'expression de Gramsci) qu'elle a réussi à imposer. Ce livre décortique les moyens colossaux mis en branle par cette droite pour conquérir les esprits et, de là, plusieurs lieux de pouvoir et d'influence. Bonne joueuse, elle s'est dite la première

ravie que le pronostic sombre de son livre soit fragilisé par la victoire d'Obama. Elle s'est appliquée à expliquer la situation déplorable que lui laisse Georges W. Bush dans de nombreux domaines tels les finances, la santé, la justice, l'éducation, la guerre, l'environnement, etc., et à présenter quelques-unes des solutions que le nouveau président devrait adopter. Ce dernier lui semble digne de confiance en tant qu'homme assez progressiste – son parcours et plusieurs éléments de son programme en attestant. Toutefois, elle ne se fait bien sûr aucune illusion sur ce que cela peut permettre dans une société à caractère oligarchique comme la société américaine. On ne parle pas ici d'une présidence qui pourra se déployer sur un terrain dit de gauche; la marge de manœuvre d'Obama est très limitée.

Actualité oblige, la crise financière et économique mondiale a pris plus de place dans son propos que la question des droites religieuses (elle a plutôt laissé les spectateurs se rapporter à son livre à ce sujet). Elle a brièvement expliqué la crise et insisté sur l'impératif que le sauvetage en cours serve à la société et que les contribuables qui y participent de force y trouvent leur compte. Ce n'est pas le cas actuellement. Rappelant que sous le président Franklin Roosevelt, l'économie américaine avait été convertie à une vitesse stupéfiante à une économie de guerre, elle a demandé pourquoi un keynésianisme vert ne pourrait pas s'imposer aujourd'hui. Cela lui semble l'option urgente à privilégier. Parmi ses propositions : mettre les banques sous la tutelle des pouvoirs publics et les obliger à prendre l'argent reçu dans le cadre de ce sauvetage pour l'investir immédiatement, à taux d'intérêts minimes, dans des projets créant des emplois de qualité, dans des projets solidaires et équitables fondés sur l'énergie verte, etc. Les revendications de base d'ATTAC en faveur

d'une réglementation accrue de la finance, du contrôle de la liberté de circuler des capitaux, de la mise en place de taxes internationales et de la fermeture des paradis fiscaux ont évidemment été mentionnées comme étant prioritaires.

Pour Susan George, cette crise est une occasion rare de stopper le casino irraisonné de la finance qui fragilise nos sociétés et de restructurer l'économie et la finance mondiales au bénéfice du bien commun (eau, biodiversité, etc.), des biens publics (systèmes de santé et d'éducation publics, etc.), des populations et de l'environnement. Mais saurons-nous la saisir? Saurons-nous mener un travail commun efficace et établir le rapport de forces nécessaire pour que le sauvetage

de la crise ne soit pas le énième *kidnapping* de la démocratie sous nos yeux, au profit des plus riches? Selon elle, la gauche tarde trop à comprendre qu'elle peut et doit soutenir beaucoup plus fortement la production et la dissémination de ses idées et propositions – comme l'a fait avec succès la droite à grande échelle – de manière à conquérir à son tour les esprits et, de ce fait, une plus grande influence sur la direction du monde.

Le DVD de cette conférence est disponible en DVD au coût de 15 \$ (TPS et TVQ comprises et frais d'expédition inclus). Contacter : Christiane Le Guen, Centre justice et foi, 514-387-2541, p. 234, [cleguen@cjf.qc.ca](mailto:cleguen@cjf.qc.ca).

## Le sommet de Washington

**A**TTAC-Québec s'est associé à la "Déclaration relative à la proposition de « Sommet mondial » pour réformer le système financier international" qui a eu lieu le 15 novembre à Washington. Ses membres et sympathisants ont été invités à la signer avant la date limite du 13 novembre.

À crise mondiale, solution mondiale impliquant les peuples du monde : c'est ce que disent les quelque 1700 signataires (réseaux, associations, organismes, etc.) de cette déclaration internationale. Ils exigent que tout sommet mondial à venir concernant la crise financière respecte les principes suivants :

- inclure la participation de tous les gouvernements du monde;
- engager vraiment la société civile, les groupes de citoyens et les mouvements sociaux dans le processus de façon significative;
- établir clairement un calendrier de consultations régionales avec les groupes les plus touchés par la crise;
- avoir une portée assez large pour aborder l'ensemble des problèmes et des institutions;
- être transparent, en mettant à la disposition du public les propositions et l'ébauche des documents finaux pour en permettre la discussion bien avant la rencontre.

La déclaration confie également à l'ONU, à titre d'organisation représentative à l'échelle mondiale, le rôle de tenir un tel événement car le G20 n'a pas plus de légitimité que le G8 pour procéder, bien au contraire.

Lisez la déclaration : <http://www.choike.org/bw2/>

**Si vous avez des suggestions, commentaires ou questions veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.**

**Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !**

ATTAC-QUÉBEC  
Succursale Saint-Jean-Baptiste, C.P. 70012  
Québec  
G1R 6B1i  
[ici.attacquebec@gmail.com](mailto:ici.attacquebec@gmail.com)  
<http://www.quebec.attac.org>

**Coordonnatrice du bulletin :**  
**Monique Jeanmart** ([moniquejeanmart@videotron.ca](mailto:moniquejeanmart@videotron.ca))

**Mise en page et réalisation :**  
**Normand Mousseau**